

No. 35768

**France
and
Paraguay**

Agreement between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Paraguay on the readmission of persons in irregular situation. Paris, 10 April 1997

Entry into force: *13 December 1997 by notification, in accordance with article 12*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 15 June 1999*

**France
et
Paraguay**

Accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Paraguay relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière. Paris, 10 avril 1997

Entrée en vigueur : *13 décembre 1997 par notification, conformément à l'article 12*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 15 juin 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PARAGUAY
RELATIF À LA RÉADMISSION DES PERSONNES EN SITUATION IR-
RÉGULIÈRE

Désireux de développer la coopération entre les deux Parties afin d'assurer une meilleure application des dispositions sur la circulation des personnes, dans le respect des droits et garanties prévus par les lois et règlements en vigueur,

Dans le respect des traités et conventions internationales et soucieux contre l'immigration irrégulière,

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement République du Paraguay, sur une base de réciprocité, sont convenus de ce qui suit :

I- RÉADMISSION DES RESSORTISSANTS DES PARTIES

Article 1er

1 - Chaque Partie réadmet sur son territoire, à la demande de l'autre Partie et sans formalités, toute personne qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions d'entrée ou de séjour applicables sur le territoire de la Partie requérante, pour autant qu'il est établi ou présumé qu'elle possède la nationalité de la Partie requise.

2 - La Partie requérante réadmet dans les mêmes conditions la personne concernée si des contrôles postérieurs démontrent qu'elle ne possédait pas la nationalité de la Partie requise au moment de la sortie du territoire de la Partie requérante.

Article 2

1 - La nationalité de la personne faisant l'objet d'une mesure d'éloignement est considérée comme établie sur la base des documents ci-après en cours de validité :

- Carte d'identité ;
- Certificat de nationalité ;
- Passeport ou tout autre document de voyage ;
- Carte d'immatriculation consulaire ;
- Décret de naturalisation.

2 - La nationalité est considérée comme présumée sur la base d'un des éléments suivants:

- a) - Document périmé mentionné à l'alinéa précédent ;
- b) - Document émanant des autorités officielles de la Partie requise et faisant état de l'identité de l'intéressé ;

- c) - Livret ou documents militaires;
- d) - Acte de naissance ou livret de famille;
- e) - Autorisation et titres de séjour périmés;
- f) - Photocopies de l'un des documents précédemment énumérés;
- g) - Déclarations de l'intéressé dûment recueillies par les autorités administratives ou judiciaires de la Partie requérante;
- h) - Dépôts de témoins de bonne foi consignés dans un procès-verbal.

Article 3

1 - Lorsque la nationalité est présumée, sur la base des éléments mentionnés à l'Article 2, alinéa 2, les autorités consulaires de la Partie requise délivrent sur-le-champ un laissez-passer permettant l'éloignement de la personne intéressée.

2 - En cas de doute sur les éléments permettant la présomption de la nationalité, ou en cas d'absence de ces éléments, les autorités consulaires de la Partie requise procèdent, dans un délai de trois jours à compter de la demande de réadmission, à l'audition de l'intéressé. Cette audition est organisée par la Partie requérante en accord avec l'autorité consulaire concernée dans les délais les plus brefs.

3 - Lorsque, à l'issue de cette audition, il est établi que la personne intéressée est de la nationalité de la Partie requise, le laissez-passer est aussitôt délivré par l'autorité consulaire.

Article 4

Sont à la charge de la Partie requérante les frais de transport jusqu'à l'aéroport international de la Partie requise des personnes dont la réadmission est sollicitée.

II - TRANSIT POUR ÉLOIGNEMENT

Article 5

1 - Chaque Partie, sur demande de l'autre, autorise l'entrée et le transit par voie aérienne sur son territoire des ressortissants d'États tiers qui font l'objet d'une mesure d'éloignement prise par la partie requérante.

2 - La Partie requérante assume l'entière responsabilité de la poursuite du voyage de l'étranger vers son pays de destination et reprend en charge cet étranger si, pour une raison quelconque, la mesure d'éloignement ne peut être exécutée.

3 - Lorsque le transit doit s'effectuer sous escorte policière, celle-ci est assurée par la Partie contractante requérante par la voie aérienne jusqu'aux aéroports de la Partie requise, à condition qu'elle ne quitte pas la zone internationale de ces aéroports. Dans le cas contraire, ou si le transit sous escorte doit continuer par la voie terrestre sur le territoire de la Partie contractante requise, la poursuite de l'escorte est assurée par la Partie contractante requise à charge pour la Partie contractante requérante de lui rembourser les frais correspondants.

4 - La Partie contractante requérante garantit à la Partie contractante requise que l'étranger, dont le transit est autorisé, est muni d'un titre de transport et d'un document de voyage pour le pays de destination.

Article 6

La demande de transit pour l'éloignement est transmise directement entre les autorités compétentes des Parties. Elle mentionne les renseignements relatifs à l'identité et à la nationalité de l'étranger, à la date du voyage, aux heure et lieu d'arrivée dans le pays de transit et aux heure et lieu de départ de celui-ci, au pays de destination, ainsi que, le cas échéant, les renseignements utiles aux fonctionnaires escortant l'étranger.

Article 7

Le transit pour éloignement peut être refusé :

- Si l'étranger court, dans l'Etat de destination, des risques de persécution en raison de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ;

- Si l'étranger court le risque d'être accusé ou condamné devant un tribunal pénal dans l'Etat de destination pour des faits antérieurs au transit.

Article 8

Les frais de transport jusqu'à l'aéroport international de l'Etat de destination ainsi que les frais liés à un éventuel retour sont à la charge de la Partie requérante.

III - DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 9

Les deux Parties se consulteront en tant que de besoin pour examiner la mise en oeuvre du présent accord.

La demande de consultation sera présentée par le canal diplomatique.

Article 10

Les autorités compétentes désignent :

- Les aéroports qui pourront être utilisés pour la réadmission et l'entrée en transit des étrangers ;

- Les autorités centrales ou locales compétentes pour traiter les demandes de réadmission et de transit.

Article 11

1 - Les dispositions du présent accord ne portent pas atteinte aux obligations d'admission ou de réadmission des ressortissants étrangers résultant pour les Parties d'autres accords internationaux.

2 - Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, telle qu'amendée par le protocole de New York du 31 janvier 1967.

3 - Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application des dispositions des accords souscrits par les Parties dans le domaine de la protection des droits de l'homme.

Article 12

1 - Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord qui prendra effet trente jours après la réception de la dernière notification.

2 - Le présent accord aura une durée de validité de trois ans renouvelable par tacite reconduction pour des périodes d'égale durée. Il pourra être dénoncé avec préavis de trois mois par la voie diplomatique.

En foi de quoi, les représentants des Parties, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent accord.

Fait à Paris, le 10 avril 1997 dans les langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République Française :

MONSIEUR HERVÉ DE CHARETTE
Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay :

MONSIEUR RUBEN MELGAREJO LANZONI
Ministre des Relations Extérieures

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

**ACUERDO
ENTRE
EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA FRANCESA
Y
EL GOBIERNO DE LA REPUBLICA DEL PARAGUAY
SOBRE
LA READMISIÓN DE PERSONAS EN SITUACIÓN IRREGULAR**

El Gobierno de la República Francesa

y

El Gobierno de la República del Paraguay,

(en adelante denominados las "Partes Contratantes"),

Deseosos de desarrollar la cooperación entre las dos Partes Contratantes, a fin de asegurar una mejor aplicación de las disposiciones sobre circulación de personas en lo que respecta a los derechos y garantías previstos por las leyes y reglamentos en vigencia.

En el respeto de los tratados y convenios internacionales sobre el tema, y empeñados en combatir la inmigración irregular.

En base a la reciprocidad, acuerdan lo siguiente:

I. READMISION DE CIUDADANOS DE LAS PARTES CONTRATANTES

Artículo 1

1. Cada Parte Contratante readmite en su territorio, a pedido de la otra Parte Contratante y sin formalidades, a toda persona que no llena o ha dejado de llenar los requisitos de ingreso o de permanencia aplicables al territorio de la Parte requirente, siempre que se establezca o se presuma que dicha persona posee la nacionalidad de la Parte requerida.
2. La Parte requirente readmite, en las mismas condiciones, a la persona concernida, si verificaciones posteriores demostraren que la misma no posea la nacionalidad de la Parte requerida en el momento de la salida del territorio de la Parte requirente.

Artículo 2

1. La nacionalidad de la persona que ha sido objeto de una medida de alejamiento será establecida en base a los documentos válidos enumerados a continuación:

- Documento de identidad;
- Certificado de nacionalidad;
- Pasaporte u otro documento de viaje;
- Carnet o constancia de identificación consular;
- Documento de naturalización.

2. La nacionalidad será presumida en base a uno de los siguientes elementos:

- a) Cualquier documento perimido mencionado en el inciso precedente;
- b) Documento expedido por autoridades oficiales de la Parte requerida que identifique al interesado;
- c) Libreta o documentos militares;
- d) Acta de nacimiento o libreta de familia;
- e) Autorización y títulos de permanencia perimidos;
- f) Fotocopia de uno de los documentos precedentemente enumerados;
- g) Declaraciones del interesado debidamente recogidas por autoridades administrativas o judiciales de la Parte requirente;
- h) Declaraciones de testigos de buena fe consignadas en acta.

Artículo 3

1. Cuando la nacionalidad fuere presumida, en base a los elementos mencionados en el Artículo 2, Inciso 2, las autoridades consulares de la Parte requerida expedirán inmediatamente un salvoconducto que permita el alejamiento de la persona interesada.
2. En caso de duda con relación a los elementos que fundamenten la presunción de nacionalidad o en caso de ausencia de dichos elementos, las autoridades consulares de la Parte requerida procederán, en el plazo de tres días a contar de la solicitud de readmisión, a la audiencia del interesado. Esta audiencia será organizada por la Parte requirente de común acuerdo con la autoridad consular pertinente, a la brevedad posible.
3. Cuando, al final de la audiencia, se verifica que la persona interesada es de nacionalidad de la Parte requerida, el salvoconducto será prontamente expedido por la autoridad consular.

Artículo 4

Correrán a cargo de la Parte requirente los gastos de transporte hasta el aeropuerto internacional de la Parte requerida, de las personas cuya readmisión es solicitada.

II. TRANSITO PARA ALEJAMIENTO

Artículo 5

1. Cada una de las Partes, por solicitud de la otra, autoriza la entrada y el tránsito por vía aérea en su territorio de ciudadanos de terceros Estados que sean objeto de una medida de alejamiento tomada por la Parte requirente.
2. La Parte requirente asume la entera responsabilidad de la prosecución del viaje del extranjero hacia su país de destino y vuelve a tomar a su cargo al extranjero, si por cualquier razón la medida de alejamiento no puede ser ejecutada.
3. Cuando el tránsito se deba efectuar bajo escolta policial, ésta es asegurada por la Parte Contratante requirente, por vía aérea, hasta los aeropuertos de la Parte requerida, a condición de que la misma no traspase el área internacional de esos aeropuertos. En caso contrario, o si el tránsito bajo escolta debe continuar por la vía terrestre dentro del territorio de la Parte Contratante requerida, la continuación de la escolta es asegurada por la Parte contratante requerida, quedando a cargo de la Parte Contratante requirente el reembolso de los gastos correspondientes.
4. La Parte Contratante requirente garantiza a la Parte Contratante requerida que el extranjero cuyo tránsito sea autorizado, se halle munido de un pasaje de transporte y de un documento de viaje al país de destino.

Artículo 6

La solicitud de tránsito para alejamiento será transmitida directamente de una a la otra de las autoridades competentes de las Partes. La solicitud mencionará los datos relativos a la identidad y a la nacionalidad del extranjero, a la fecha del viaje, a las horas y el lugar de llegada al país de tránsito y a la hora y al lugar de partida de éste último, hacia el país hacia el de destino, así como, dado el caso, las informaciones útiles para los funcionarios que escolten al extranjero.

Artículo 7

El tránsito para alejamiento podrá ser rechazado:

- si el extranjero corriere, en el Estado de destino, el riesgo de persecución en razón de su raza, religión, nacionalidad, de su pertenencia a un determinado grupo social o de sus opiniones políticas;
- si el extranjero corriere el riesgo de ser acusado o condenado ante un tribunal penal en el Estado de destino por hechos anteriores al tránsito.

Artículo 8

Los gastos de transporte hasta el aeropuerto internacional del Estado de destino así como los gastos ligados a un eventual retorno, quedan a cargo de la Parte requirente.

III - DISPOSICIONES GENERALES Y FINALES

Artículo 9

1. Las dos Partes se consultarán, en caso de necesidad, para examinar la implementación del presente Acuerdo.
2. La solicitud de consulta será presentada por vía diplomática.

Artículo 10

Las autoridades competentes designarán:

- los aeropuertos que podrán ser utilizadas para la readmisión y la entrada de extranjeros en tránsito;
- las autoridades centrales o locales competentes para tratar las solicitudes de readmisión y de tránsito

Artículo 11

1. Las disposiciones del presente acuerdo no alterarán las obligaciones de admisión o readmisión de ciudadanos extranjeros, resultantes para las Partes de otros acuerdos internacionales
2. Las disposiciones del presente Acuerdo no obstaculizarán la aplicación de las disposiciones de la Convención de Ginebra del 28 de Julio de 1951, relativa al estatuto de los refugiados, enmendada por el Protocolo de New York, del 31 de Enero de 1967.
3. Las disposiciones del presente Acuerdo no obstaculizarán la aplicación de las disposiciones de los acuerdos firmados por las Partes en el ámbito de los Derechos Humanos.

Artículo 12

1. Cada una de las Partes notificará a la otra el cumplimiento de los procedimientos constitucionales exigidos en lo concerniente a la entrada en vigencia del presente Acuerdo, que tendrá lugar treinta días después de la recepción de la última notificación.
2. El presente Acuerdo tendrá una validez de tres años, tácitamente renovable por períodos de igual duración. El mismo podrá ser denunciado con una antelación de tres meses, por vía diplomática.

En fe de lo cual, los representantes de las Partes, debidamente autorizados para el efecto, firman el presente Acuerdo.

Hecho en París, el 10 de abril de 1997, en dos ejemplares originales, en los idiomas francés y español, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno de la
República Francesa



Hervé de CHARETTE
Ministro de Asuntos Exteriores

Por el Gobierno de la
República del Paraguay



Ruben Melgarejo Lanzoni
Ministro de Relaciones Exteriores

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PARAGUAY ON THE READMISSION OF PERSONS RESIDING WITHOUT AUTHORIZATION

Desirous of developing cooperation between the two Parties so as to improve the application of provisions concerning the movement of persons, in accordance with the rights and guarantees contained in current laws and regulations,

In conformity with treaties and international conventions, and in an effort to combat unauthorized migration,

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Paraguay, on the basis of reciprocity, have agreed as follows:

I. READMISSION OF NATIONALS OF THE PARTIES

Article 1

1. Each Party shall readmit, at the request of the other Party and without any formality, persons who do not, or who no longer, fulfil the conditions in force for entry or residence in the territory of the requesting Party, provided that they are proved or presumed to possess the nationality of the requested Party.

2. The requesting Party shall readmit such persons under the same conditions if it is subsequently found that they did not possess the nationality of the requested Party at the time when they left the territory of the requesting Party.

Article 2

1. The nationality of the person subject to a decision of removal may be proved by means of valid documents as follows:

- An identity card,
- A certificate of nationality,
- A passport or any other travel document,
- A consular registration card,
- A naturalization decree.

2. A presumption of nationality may be established by means of one of the following:

- (a) Any expired document listed in the preceding paragraph,
- (b) A document issued by the official authorities of the requested Party showing the identity of the person concerned,
- (c) A military record or military documents,

- (d) A birth certificate or family record,
- (e) Expired residence papers and permits,
- (f) Photocopies of any of the above-listed documents,
- (g) Statements by the person concerned, as taken down by the administrative or judicial authorities of the requesting Party,
- (h) Officially recorded depositions of good-faith witnesses.

Article 3

1. Once a presumption of nationality has been established on the basis of the supporting evidence mentioned in article 2, paragraph 2, the consular authorities of the requested Party shall immediately issue a laissez-passer permitting the removal of the person concerned.

2. Where supporting evidence for the presumption of nationality is open to doubt or does not exist, the person concerned shall be heard by the consular authorities of the requested Party within three days of the readmission request. The requesting Party shall organize the hearing expeditiously in agreement with the relevant consular authority.

3. After the hearing, if the person concerned is proved to be a national of the requested Party, the consular authority shall immediately issue the laissez-passer.

Article 4

The requesting Party applying for readmission of a person shall bear the costs of transport as far as the international airport of the requested Party.

II. TRANSIT FOR THE PURPOSE OF REMOVAL

Article 5

1. Third-country nationals who are subject to a removal decision taken by the requesting Party shall be allowed, on application by either Party, to enter and transit by air through the territory of the other Party.

2. The requesting Party shall assume full responsibility for the onward travel of the alien to the country of destination and shall take the person back if for any reason the removal decision cannot be carried out.

3. When the transit is to be carried out under police escort, the requesting Contracting Party shall provide escort by air as far as the airports of the requested Party, on condition that the police escort stays within the international zone of the airports. Otherwise, or if transit under escort is to continue by land in the territory of the requested Contracting Party, that Contracting Party shall provide the police escort and the relevant costs shall be reimbursed by the requesting Contracting Party.

4. The requesting Contracting Party shall guarantee to the requested Contracting Party that the alien allowed to pass through holds a transport permit and travel document for the country of destination.

Article 6

Requests for transit for the purpose of removal shall be transmitted directly between the competent authorities of the Parties. Such requests shall include information about the identity and nationality of the alien, the date of travel, the time and place of arrival in the country of transit, the time and place of departure for the country of destination, and information useful to officials escorting the alien.

Article 7

Transit for the purpose of removal may be refused:

If the alien runs the risk of being persecuted in the State of destination for reasons of race, religion, nationality, membership of a particular social group or political opinion,

If the alien runs the risk of being accused or convicted in criminal court in the State of destination for offences that predated the transit.

Article 8

Transport costs incurred as far as the international airport of the State of destination, and any costs arising from return transport, shall be borne by the requesting Party.

III. GENERAL AND FINAL PROVISIONS

Article 9

The two Parties shall consult each other on the implementation of this Agreement as the need arises.

Requests for consultation shall be presented through the diplomatic channel.

Article 10

The competent authorities shall determine:

The airports that may be used for the readmission of aliens or their entry for purposes of transit,

The central or local authorities authorized to process readmission and transit requests.

Article 11

1. The provisions of this Agreement shall not affect the obligations of the Parties concerning the admission or readmission of foreign nationals arising from other international agreements.

2. The provisions of this Agreement shall not prevent the application of the provisions of the Geneva Convention relating to the Status of Refugees of 28 July 1951, as amended by the New York Protocol of 31 January 1967.

3. The provisions of this Agreement shall not prevent the application of the provisions of agreements on the protection of human rights concluded by the Parties.

Article 12

1. Each Contracting Party shall notify the other when the constitutional procedures required for this Agreement to enter into force have been completed. The Agreement shall enter into force thirty days after the receipt of the last such notice.

2. This Agreement is concluded for a period of three years and shall be renewed by tacit agreement for further periods of the same duration. It may be terminated by the giving of three months' advance notice through the diplomatic channel.

In witness whereof the duly authorized representatives of the Parties have affixed their signatures below to this Agreement.

Done at Paris on 10 April 1997 in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE
Minister for Foreign Affairs

For the Government of the Republic of Paraguay:

RUBEN MELGAREJO LANZONI
Minister for Foreign Affairs